



Consultation du 15 janvier 2015 relative à la modification de la loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr):  
renforcement de la formation professionnelle supérieure

## **Prise de position du Conseil suisse de la science et de l'innovation (CSSI) du 21.04.2015**

---

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la procédure de consultation relative à la modification de la loi sur la formation professionnelle (LFPr), en vue d'un renforcement de la formation professionnelle supérieure, le CSSI souhaite se prononcer sur son contenu.

De manière générale, le CSSI approuve la modification de la LFPr et soutient le renforcement de la formation professionnelle supérieure en tant que domaine à part entière du système tertiaire.

De manière plus spécifique, le CSSI tient à mentionner les points suivants:

- Selon le CSSI, un subventionnement des cours préparatoires aux examens professionnels fédéraux et examens professionnels fédéraux supérieurs, axé sur la personne, est une solution adéquate. Il apparaît en effet essentiel, dans ce domaine, que l'Etat intervienne le moins possible dans l'offre de concurrence entre les différents prestataires de la formation tout en laissant les individus libres de choisir une offre de formation appropriée.
- Le CSSI considère que le renforcement souhaité de l'attrait des examens professionnels et des examens professionnels supérieurs sera mieux atteints par un versement des subventions avant la fin des cours préparatoires. Un tel financement limiterait le risque de découragement des candidat-e-s occasionné par des frais de formations élevés, sans compter qu'il permettrait de promouvoir une équilibre de traitement entre les étudiant-e-s du tertiaire A et du tertiaire B.
- Le monitoring prévu dans la LFPr est nécessaire pour évaluer l'efficacité de la méthode de subventionnement et permettre, au besoin, sa régulation. Cependant, la LFPr doit être conçue comme une loi-cadre et ne devrait pas contenir de réglementation détaillée. Les dispositions plus précises pouvant être définies dans l'ordonnance sur la formation professionnelle (OFPr). Le CSSI propose ainsi de supprimer l'article 56 let. a, al. 5.
- A noter qu'un processus de monitoring, à lui seul, n'est pas suffisant. Un subventionnement axé sur la personne présentant un certain caractère expérimental, selon le rapport explicatif, une évaluation des effets de cette mesure devrait être mise en place.

En espérant que cette intervention vous sera utile, je vous adresse, Madame, Monsieur, mes meilleures salutations.

Astrid Epiney  
Présidente du CSSI